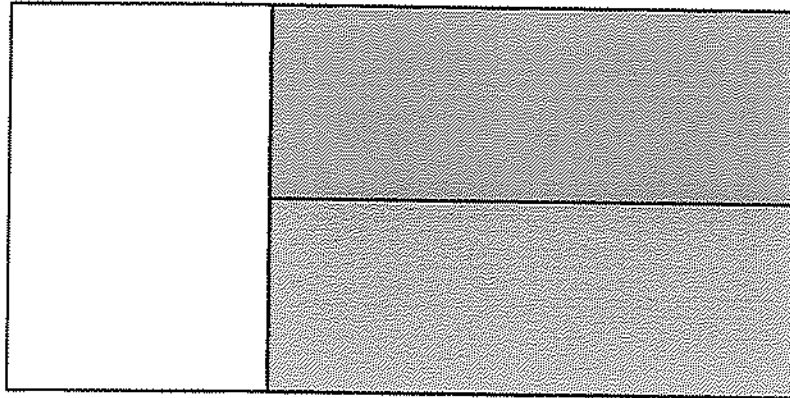


RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR



CONFÉRENCE SUR LA CRISE FINANCIERE ET ECONOMIQUE MONDIALE ET SON INCIDENCE SUR LE DEVELOPPEMENT.

=====

INTERVENTION DE S.E.M. RICHARD DÉSIRÉ FIENENA,
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DE L'INDUSTRIE

NEW YORK, 24 – 26 JUIN 2008

(Vérifier au prononcé)

Mission permanente de Madagascar auprès des Nations Unies,
820 Second Avenue, Suite 800
New York, N.Y. 10017

Excellence, Monsieur le Président de l'Assemblée Générale,

Excellence, Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,

Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,

Mesdames et Messieurs,

Je suis devant vous ce jour en tant que porte parole du Président de la Haute Autorité de la Transition de la République de Madagascar qui tient à saluer l'ONU pour la réactivité exceptionnelle et visible, dont elle fait preuve, face à toutes les crises qui ont ébranlé le monde ces dernières années.

Je profite de cette occasion pour transmettre à l'Organisation des Nations Unies la gratitude du peuple malagasy pour multiples raisons, à savoir :

- La précieuse assistance qu'elle déploie, aux côtés de l'Union Africaine et de l'Organisation Internationale de la Francophonie, dans la résolution de la crise politique dans la Grande Ile ;

- L'aide financière octroyée récemment par le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) des Nations Unies pour un montant de 6.450.000 de dollars américains, dont la gestion incombe aux agences onusiennes, et destinée à 190.000 familles vivant dans les régions rurales du Sud de Madagascar souffrant de manière cyclique des effets combinés de la sécheresse et des cyclones, conséquence du réchauffement climatique et de l'instabilité politique.

Cette introduction m'amène à aborder le thème de cette conférence de la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement.

En effet, je m'accorde à dire avec tous mes prédécesseurs que la crise actuelle est certes profonde et sérieuse. D'antan, de graves troubles sociaux et politiques, de guerres même, suivent de telles crises, et il nous appartient dès lors d'éviter la tragédie et de ne pas céder au fatalisme irresponsable ! Aussi, pouvons-nous encore en contrôler les effets et en éviter les conséquences les plus drastiques afin de limiter les impacts négatifs que nous ressentons déjà dans nos pays africains alors que nous n'en sommes pas responsables. Pour le cas de Madagascar, je cite : la diminution des investissements, la baisse de nos exportations, la frilosité du secteur touristique, la fragilité de notre balance de paiements, les pertes d'emploi, le risque de la survenue de l'extrême pauvreté, donc une récession économique sans précédent et présageant une paix sociale menacée.

Parmi tant d'autres il s'avère important de rappeler quelques mesures les plus primordiales :

- rétablir la confiance, la croissance et l'emploi ;
- réparer le système financier pour restaurer les flux normaux de crédit ;
- renforcer les réglementations financières pour rétablir la confiance ;
- financer et réformer les institutions financières internationales afin de juguler la crise et en empêcher de nouvelles ;
- promouvoir le commerce international et l'investissement et rejeter le protectionnisme, pour servir de socle à l'établissement de la prospérité ;
- bâtir une croissance universelle, verte et soutenable.

Monsieur Le Président,

Pour ce faire, j'aimerais formuler les quatre points majeurs que préconise mon Gouvernement en guise de mesures d'atténuation pour une véritable relance économique.

Premier point : Pour éviter que la crise financière et économique ne se transforme en une crise sociopolitique généralisée, mettre en place des fonds d'intervention visant à aider ceux qui perdent ou risquent de perdre leur emploi. Chaque pays devrait produire rapidement à cet effet une liste nationale des 'victimes' pour recevoir une subvention correspondante, laquelle sera allouée aux bénéficiaires en contrepartie d'un service qu'ils consentent à fournir (prestation Haute Intensité de Main-d'œuvre, poursuite d'une formation professionnelle, apprentissage d'un métier...).

Deuxième point : Bien entendu, l'économie mondiale, souffre du problème de financement ou plus précisément de liquidité. Ainsi, outre les injections de capitaux dans les banques par les Etats et les institutions financières internationales, il serait judicieux d'orienter les ressources privées dans les régions et les pays en manque d'investissement, en exploitant le potentiel des instruments de marché comme les garanties. Il devrait aller de pair avec une promotion du passage de la recherche d'effets projet par projet à celle d'effets systémiques, à l'image des promesses d'achat anticipées d'Unitaid¹ ou du Gavi², qui permettent aux groupes pharmaceutiques de mobiliser leur potentiel de recherche à la quête de traitements pour des maladies orphelines.

Par ailleurs, les investissements dans le secteur des infrastructures, favorisent la création d'emploi et l'attractivité des pays et ce sens qu'ils sont le témoin du développement et de la croissance. Ces mesures suscitées démontrent que le moteur de la relance et de la croissance économiques se trouve entre les mains du secteur privé et mérite d'être développé.

¹ *Facilité internationale d'achat de médicaments*
² *Global Alliance for Vaccines and Immunisation*

Troisième point : une répartition plus équitable des richesses n'est possible que dans un partenariat mondial pour le développement qui présuppose une nouvelle répartition du pouvoir et en d'autres termes, une réforme des institutions internationales qui garantisse leur soumission au droit international et une représentation équitable des populations et des Etats indépendamment de leur poids économique. Il faudra, dès lors, ouvrir la gouvernance des grands centres de décision de l'économie mondiale (G8, les organisations financières multilatérales) aux pays émergents voire aux pays en développement.

En outre, il ne saurait y avoir un partenariat véritable sans un espace de partage, faisant référence à deux concepts-clés : la transparence et la co-responsabilité.

En matière de transparence, trois actions devraient être entreprises dans les meilleurs délais, notamment : la réorientation des missions du FMI pour lui faire assumer les fonctions de coordination, à l'échelle mondiale, des politiques monétaires et de la mise en cohérence des régulations financières ; la création de supervisions bancaires régionales et la programmation d'un contrôle progressif des paradis fiscaux.

Quant à la coresponsabilité, il y a intérêt à opérer les changements suivants : la mise en œuvre avec un calendrier précis et contraignant d'une réforme du cadre réglementaire applicable aux agences de notation boursière et aux fonds d'investissement à haut risque ; l'organisation d'une migration des marchés de gré à gré vers une plus grande centralisation et des produits de titrisation vers une normalisation rigoureuse et l'application effective de l'égalité souveraine des Etats dans le domaine de la politique monétaire.

Dernier point et non le moindre : la dimension environnementale de la crise. Madagascar, en sa qualité de méga-biodiversité mondiale, y est très sensible. A ce propos, il ne faut surtout pas que la résolution de la crise financière et économique soit basée uniquement sur des considérations strictement économiques. En effet, les problèmes socioéconomiques auxquels sont confrontés les agents économiques et les ménages les poussent à exercer davantage des pressions considérables sur les écosystèmes lesquels sont fragilisés à leur tour. C'est ce cercle vicieux de la pauvreté qui doit être combattue avec vigueur et détermination en ce sens la crise financière et économique en cache une autre tout aussi vitale : la crise environnementale. En effet, dans les dix années à venir, du fait des changements climatiques, les récoltes pourraient baisser de 50% et entre 75 et 250 millions d'Africains souffriront du manque d'eau.

Les changements climatiques favorisent également la résurgence de maladies infectieuses ou le déplacement de réfugiés climatiques, un fléau qui touchera, dès 2010, 50 millions de personnes, avec des tensions politiques locales liées à l'accès aux ressources. En conséquence, il faut changer de paradigme, convaincre les entreprises à opter pour une économie pauvre en carbone et corollairement faciliter et favoriser les développements, les transferts des technologies y afférentes.

Par ailleurs, répondre aux défis de cette crise environnementale équivaldrait à développer des outils de financement à long terme de politiques partenariales, telles que les taxes carbonées, une forme de bonus-malus à l'échelle planétaire. Cela cadre parfaitement avec la priorité de l'ONU de créer autant que faire se peut des financements innovants.

Monsieur le Président,

Excellences, mesdames et messieurs !

Je ne saurais terminer sans affirmer ici l'importance qu'accordent la Haute Autorité et le Gouvernement de la Transition de Madagascar à la continuité pour faire fructifier, au profit de tous, les efforts consacrés au développement durable, que tous les régimes successifs ont fourni, en étroite collaboration avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux, en particulier les Nations Unies et notamment l'atteinte dans les meilleures conditions des objectifs du Millénaire.

J'ose formuler devant chacun de vous le souhait d'une démocratisation effective sur tous les plans, politique et économique, et à tous les échelons, local, national, régional et international.

Je vous remercie de votre aimable attention.